

Ressources intermédiaires: les négociations déjà dans une impasse



JEAN-FRANÇOIS RACINE

Jeudi, 7 décembre 2017 19:48

MISE à JOUR Jeudi, 7 décembre 2017 19:51

Après trois jours consécutifs de négociations, les représentants de l'Association des ressources intermédiaires d'hébergement du Québec (ARIHQ) ont quitté la table, déçus par les offres gouvernementales qualifiées de «ridicules» par la directrice générale.

«Nos demandes sont au plancher et de leur côté ils ne couvrent que 40% de tout ça. Ça n'a pas de sens. On demande de réinvestir 15 M\$ sur une enveloppe globale de 515 M \$», affirme Johanne Pratte, de l'ARIHQ.

L'Association exige des augmentations proportionnelles à la hausse du salaire minimum pour des travailleuses, en grande majorité, qui gagnent en moyenne 13 \$ de l'heure selon Mme Pratte.

Au neutre

L'entente actuelle est échue depuis mars 2015 et deux ans et demi plus tard, les discussions piétinent.

À moins d'un changement d'ici la fin de la semaine, la prochaine rencontre prévue lundi pourrait être annulée.

L'ARIHQ demande 3,16\$ par jour par usager et le ministère n'offrirait que 1,43\$ par jour par usager.

L'ARIHQ a également écorché le ministre de la Santé, Gaétan Barrette, «qui met en péril aujourd'hui plus que jamais la survie de ces ressources indispensables qui hébergent 13 000 personnes vulnérables et qui emploient 10 000 personnes».

Front commun

Par ailleurs, cinq organisations ont dénoncé l'approche du ministre Barrette dans une déclaration conjointe diffusée hier.

L'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux du Québec, la Fédération des médecins spécialistes du Québec, la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec, la Fédération des médecins résidents du Québec et l'Association des gestionnaires des établissements de santé et de services sociaux exigent désormais un changement de méthode de la part du ministre.

«L'intimidation, le dénigrement et l'abus de pouvoir sont en parfaite contradiction avec les besoins des patients, avec les attentes de la population du Québec. Le ministre Barrette doit le réaliser et changer d'approche maintenant», font valoir les cinq organisations signataires.